



ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS
PARIS SCHOOL OF ECONOMICS

ProF-En-EcoS

Programme de Formations des Enseignants d'Economie du Secondaire et du Supérieur (Labex OSE)

Journée PAF, Académie de Créteil

« Questions actuelles en économie-droit »

**Vendredi 13 mars 2015, Lycée Robert Schuman, 2 rue de l'embarcadère
94220 Charenton le Pont**

- 9h-** **Accueil café des stagiaires**
- 9h30 - 11h00** **Elvire Guillaud : « Inégalités, évasion fiscale et soutien à la redistribution. L'enrichissement des super riches affecte-t-il la légitimité de l'Etat-providence ? »**
- 11h15 - 12h45** **Jézabel Couppey-Soubeyran : « Les banques, sorties de la crise ? »**

Interruption – pause déjeuner

- 14h30-16h00** **Emmanuel Carré : « La politique monétaire dans tous ses états »**

Organisation : Jézabel Couppey-Soubeyran (Paris 1 – PSE)

Contacts : couppey@univ-paris1.fr

Inégalités, évasion fiscale et soutien à la redistribution. L'enrichissement des super riches affecte-t-il la légitimité de l'Etat-providence ?, Elvire Guillaud (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, PSE)

L'augmentation des inégalités depuis 30 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE résulte principalement de l'augmentation des revenus des plus riches. Récemment, les questions d'évasion fiscale ont fait l'objet de vifs débats dans les médias. Cette sur-concentration des richesses couplée à la concurrence fiscale internationale a deux effets principaux. Un effet économique tout d'abord : les hauts revenus (des personnes physiques ou des sociétés) qui échappent à l'impôt entraînent un manque à gagner de recettes fiscales (polémique Google, McDonald's, affaires LuxLeaks et SwissLeaks). Un effet politique ensuite : le soutien au système de redistribution national s'érode. Cet effet politique touche particulièrement les classes moyennes supérieures, qui sont dans une position charnière entre les ménages à faible capacité contributive et les ménages ayant un accès aisé à l'optimisation fiscale. Cette présentation sera l'occasion de dresser un état des lieux de l'augmentation des inégalités et de l'évasion fiscale dans les pays de l'OCDE. Seront ensuite examinés les résultats d'analyses empiriques récentes sur la formation des préférences pour la redistribution, à l'aide de données internationales nouvellement disponibles.

Jézabel Couppey-Soubeyran : « Les banques, sorties de la crise ? » (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, PSE)

Les banques sont des acteurs indispensables au bon fonctionnement de l'économie réelle : elles gèrent et fournissent les moyens de paiement, gèrent l'épargne et mutualisent les risques qui s'y rapportent, transforment les dépôts en financements, sont indispensables au financement des PME/TPE, facilitent l'accès des grandes entreprises au marché financier. Mais les banques ont de moins en moins besoin de l'économie réelle. Leur activité est de plus en plus tournée vers les marchés de titres et l'interbancaire, de moins en moins vers le financement des entreprises. Avant la crise, Les banques étaient trop grosses, « subventionnées » par les pouvoirs publics, trop endettées, peu responsables de leurs risques mais très confiantes dans leur capacité de gérer les risques, preneuses de risques sur les marchés financiers plus que dans l'économie réelle, pas assez réglementées et pas assez surveillées, encadrées à une échelle inadaptée à celle de leurs activités. Examinons ce que les réformes entreprises depuis ont changé.

La politique monétaire non conventionnelle, Emmanuel Carré (Université Paris 13)

La crise financière enclenchée en 2007 a bouleversé la théorie comme la pratique de la politique monétaire. Les banques centrales ont expérimenté des mesures dites « non conventionnelles ». Ces dernières n'ont pas eu la même ampleur partout, ni nécessairement les mêmes formes (quantitative easing, qualitative easing, LTRO, VITRO, TLTRO, ...). Quels ont été les effets à court terme de ces mesures non conventionnelles ? Sont-elles parvenues à endiguer la déflation ? Quelles en seront les conséquences à plus long terme ? Se révéleront-elles inflationnistes ou sont-elles en train d'alimenter de nouvelles bulles ? Quand et comment mettre fin à l'assouplissement monétaire sans déstabiliser les marchés ? A l'avenir, saura-t-on faire évoluer les missions des banques centrales pour mieux prévenir les crises financières ? Les banques centrales reviendront-elles sur leur stratégie de ciblage de l'inflation ? Ajusteront-elles leur taux directeurs en fonction des tensions financières ? Mèneront-elles une politique macroprudentielle ?